

La campagne présidentielle bousculée par la Syrie

PAR LÉNAÏG BREDOUX
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 7 AVRIL 2017

Les principaux candidats à la présidentielle ont réagi à l'attaque chimique perpétrée en Syrie, puis aux frappes américaines décidées unilatéralement. La grande majorité est critique. À l'exception de Benoît Hamon, voire d'Emmanuel Macron.

Aux heures les plus difficiles du quinquennat, François Hollande jurait qu'au moins, son action diplomatique serait toujours mise à son crédit. Avec l'attaque chimique perpétrée en Syrie mardi et suivie de frappes américaines, le président français a été une nouvelle fois démenti. En pleine campagne, seuls deux candidats, Benoît Hamon et un Emmanuel Macron plus prudent, ont défendu la riposte militaire déclenchée dans la nuit de jeudi à vendredi. Tous les autres postulants à l'Élysée ont été beaucoup plus critiques.

Prenant le contre-pied de ses positions passées sur le conflit syrien, **Donald Trump a décidé**, dans la nuit de jeudi à vendredi, de lancer une opération militaire en Syrie. Cinquante-neuf missiles tirés depuis deux navires ont détruit une base aérienne syrienne, en réponse à l'attaque chimique du 4 avril attribuée au régime de Damas. Des responsables militaires américains ont expliqué que c'est depuis cette base qu'ont décollé les avions ayant procédé au bombardement de la localité de Khan Cheikhoun, le 4 avril, qui a fait au moins 87 morts et plus de 500 blessés.

Le président russe Vladimir Poutine a aussitôt dénoncé « *l'agression contre un pays souverain* ». François Hollande et Angela Merkel, dans un communiqué, ont jugé que « *le recours continu d'Assad aux armes chimiques et aux crimes de masse ne peut rester impuni* ».

Mais en pleine campagne électorale en France, l'aval donné par François Hollande aux frappes de Donald Trump est loin de faire l'unanimité. Parce que la riposte américaine a été décidée de façon unilatérale,

faute d'accord au Conseil de sécurité de l'Onu. Parce que le président américain est loin d'être un allié fiable en matière de politique étrangère, et que les précédents ont parfois eu des résultats dramatiques, comme la guerre en Irak. Ces frappes signent aussi, une nouvelle fois, la faiblesse de la diplomatie européenne et menacent d'une nouvelle escalade guerrière avec les Russes et les Iraniens.

Seuls deux candidats, **Benoît Hamon** et **Emmanuel Macron**, ont plutôt salué le principe d'une intervention occidentale pour affaiblir Bachar al-Assad. Le candidat socialiste a été le plus enthousiaste. « *Il est de notre devoir de réagir face à la barbarie extrême. Benoît Hamon s'est toujours refusé à hiérarchiser l'horreur. Daesh et Bachar Al Assad sont des barbares*, explique le socialiste dans un communiqué. *L'administration Trump a montré la nuit dernière qu'il y avait un coût à franchir certaines limites. Bachar Al Assad est directement responsable des frappes américaines.* » Un argument également utilisé par Hollande et Merkel.

« *J'espère que ça amènera celles et ceux qui trouvent toutes les excuses à M. Poutine à réviser leur jugement quand aujourd'hui sa seule réaction, à M. Poutine, c'est de condamner la mise en cause de l'intégrité territoriale de la Syrie* », a également indiqué Hamon en marge d'un déplacement dans la Nièvre.

Conforme à ses habitudes, Emmanuel Macron a été plus prudent. La veille, sur France 2, il s'était dit favorable à une « *intervention militaire sous l'égide de l'Onu* ». « *Oui, Bachar al-Assad est un criminel. Oui, il faut une intervention internationale (...) pour sanctionner ce qui a été fait* », avait-il expliqué. Vendredi, en l'absence de mandat onusien pour les frappes américaines, il s'est contenté de « *prendre note de l'intervention américaine* ». Avant de redire ce qu'il avait exprimé la veille : « *Mon souhait, c'est qu'il y ait une action coordonnée sur le plan international en représailles au régime de Bachar al-Assad et aux crimes qui ont été commis* », a dit le candidat d'En Marche ! lors d'un déplacement en Corse.

Changement de tonalité avec **François Fillon**. Vendredi, **le candidat LR a jugé** « *compréhensible mais dangereuse* » la riposte américaine. Elle « *fait*

franchir au conflit syrien une nouvelle étape dans une escalade qui peut conduire à un conflit généralisé, a-t-il ajouté. Avec l'expérience de l'Irak, chacun doit réfléchir aux conséquences d'une intervention occidentale au Proche-Orient. C'est le moment pour la France de se faire entendre sa voix. Pas de suivre aveuglément la politique de Washington qui, par ailleurs, est changeante ».

Ces arguments ont également été évoqués par **Marine Le Pen**. « *Je suis un peu étonnée, parce que Trump avait indiqué à plusieurs reprises qu'il n'entendait plus faire des États-Unis le gendarme du monde et c'est exactement ce qu'il a fait hier* », a dit la candidate du FN. « *Ce que je voudrais, c'est qu'on ne retrouve pas le même scénario qu'on a pu voir en Irak, en Libye, qui en réalité sont des processus qui ont entraîné le chaos, qui ont fini par conforter le fondamentalisme islamiste et les structures terroristes qui, du coup, ont profité de ce renforcement pour venir nous frapper sur notre sol.* »

Jean-Luc Mélenchon s'en est lui directement pris à la faiblesse de la diplomatie européenne. Son porte-parole, Alexis Corbière, a de son côté dénoncé une « *diplomatie de cow-boy* ». « *Cette violence ne fait qu'entretenir la violence, avec en dessous un peuple qui prend des bombes sur le visage* », a ajouté le représentant de la France insoumise sur Radio Classique. « *Ça ne règle rien* », a-t-il encore dit, en appelant à remettre l'Onu « *dans le jeu* ». « *L'initiative militaire unilatérale nord-américaine crée un précédent aux pires conséquences possibles ; le déni du cadre multilatéral que sont les Nations unies pour résoudre le conflit syrien est lourd de dangers pour le monde et constitue une véritable régression* », a également dénoncé le PCF dans un communiqué.

Pour le NPA, **Philippe Poutou** a fait part de son « *sentiment d'écoeurement* ». « *Il y a à peine une semaine, [l'équipe de Trump – ndlr] amplifiait ses positionnements précédents en indiquant qu'une entente avec Bachar al-Assad était envisagée dans le cadre de la "guerre contre le terrorisme" (...). Ces signaux ont été clairement interprétés par le régime syrien comme un encouragement à poursuivre ses*

turpitudes, et après Obama, Trump a donc sa part de responsabilité dans l'atroce attaque chimique. » Mais pas question pour Poutou de mêler sa voix à ceux qu'il juge trop complaisants avec le régime syrien. « *Sans apporter le moindre soutien ou espérance envers les frappes de l'armée américaine, nous ne rejoindrons pas les protestations des partis en France qui, pour prôner une paix "raisonnable" avec al-Assad et ses sbires, ferment les yeux sur les centaines de milliers de morts tués par le dictateur et les millions de déplacés et réfugiés.* »

Quant à **Nathalie Arthaud**, la candidate de Lutte ouvrière (LO), elle a estimé que « *les bombes américaines n'empêcheront pas cette guerre atroce de se poursuivre. Elles ne mettront pas fin au régime syrien. Comme les bombes du régime, elles relèvent du terrorisme d'État, qui alimente en retour le terrorisme des groupes islamistes. Ce bombardement s'inscrit dans la longue liste des forfaits de l'impérialisme dans cette région, une région que les grandes puissances pillent et ravagent depuis plus d'un siècle* ».

Ceux qui veulent revenir sur la politique étrangère de Hollande

Ces positionnements fort différents, et dont les contradictions traversent chaque politique, à gauche comme à droite, s'expliquent évidemment par les analyses divergentes faites par les candidats du conflit syrien. Entre ceux qui continuent de penser qu'il est d'abord le fruit d'une révolution lancée en 2011, et que le principal responsable du chaos, y compris dans l'implantation de l'État islamique, est le dictateur syrien, et ceux qui jugent que, aussi élevé qu'en soit le prix, mieux vaut Bachar que Daech. Entre ces deux points de vue, une palette de sensibilités.

Sur ce dossier, **Benoît Hamon**, qui a soutenu toutes les interventions militaires de la France depuis 2012, continue de penser que le préalable à une solution politique est le départ de Assad et assume le bilan du quinquennat. Il multiplie aussi les critiques à l'encontre de la Russie de Vladimir Poutine et est défavorable à la réouverture d'une représentation

diplomatie à Damas. Il avait d'ailleurs été le premier des candidats à évoquer l'attaque chimique du 4 avril en Syrie et à l'attribuer aussitôt au régime.

« *Je voudrais exprimer ma solidarité à l'égard du peuple russe [également frappé par un attentat le 3 avril – ndlr], ma solidarité aussi à l'égard des Syriens victimes d'une attaque au gaz manifestement par le régime de Bachar al-Assad* », avait-il déclaré dès mardi soir, lors du grand débat télévisé sur BFM TV et CNews.

Emmanuel Macron est là encore plus prudent et mesuré. Il ne fait pas du départ de Bachar al-Assad un préalable, et insiste régulièrement sur la nécessaire « hiérarchisation » des problèmes posés par la situation syrienne. « *J'ai une priorité : éradiquer le terrorisme islamiste, qui est une menace pour notre pays, qui a déjà frappé et qui a tué nos enfants il y a plusieurs mois.* » « *Notre ennemi, c'est Daech et l'ensemble des groupes djihadistes qui fomentent des attentats et nous menacent. L'ennemi du peuple syrien, c'est Bachar al-Assad et il devra donc répondre de ses crimes devant des tribunaux internationaux, nous serons là-dessus sans aucune complaisance, mais en hiérarchisant les priorités et les combats* », a-t-il insisté mercredi.

Macron prône également « *une logique de construction de la paix beaucoup plus qu'une logique d'intervention à tout-va pour un clan ou pour un autre* », mais sans remettre en question l'intervention militaire internationale en Syrie et en Irak à laquelle la France participe. En réalité, sa ligne ressemble à celle défendue par l'Élysée et le Quai d'Orsay qui **ont, eux aussi, cessé de faire explicitement** du départ de Bachar al-Assad une condition de la transition politique.

Les neuf autres candidats sont nettement plus critiques de la politique étrangère menée par François Hollande et proposent des réaménagements parfois radicaux. Ils conduisent même à des rapprochements inattendus : sur ce dossier, comme à propos de la Crimée, **François Fillon** et Jean-Luc Mélenchon avancent des propositions similaires, malgré des motivations différentes.

Invité de France Inter jeudi 5 avril, le candidat de LR a refusé de condamner le régime de Bachar al-Assad dans l'attente de « *preuves* » sur l'attaque chimique. « *On condamne toujours quand on a les preuves. Donc il faut avoir des preuves. (...) L'enquête est déclenchée, elle doit avoir lieu. Et si ces faits sont avérés, c'est un crime qui doit être poursuivi par la communauté internationale.* » Fillon estime que la priorité est de rechercher un compromis avec les Russes, et d'éviter toute escalade guerrière. Le candidat a en revanche soigneusement évité de dire qu'il fallait « *aider le régime de Bachar al-Assad* », comme **en septembre 2015**.

« *Il y a un moment où il faut éviter d'entrer dans un conflit direct entre les États-Unis et la Russie sur le sol syrien. Si la question de l'intervention occidentale n'est pas une bonne solution, (...) sauf à rester les bras ballants comme c'est le cas depuis six ans, l'autre solution consiste à parler avec les Russes, les Iraniens et les Turcs, et à essayer de trouver une formule pour éliminer Bachar al-Assad et organiser la transition* », a détaillé le candidat LR, qui n'a jamais caché sa proximité avec le président russe Vladimir Poutine.

Une proximité que n'a pas **Jean-Luc Mélenchon**, lequel n'a de cesse de répéter qu'il ne voterait pas Poutine et qu'il serait dans l'opposition s'il était russe. Mais le candidat de la France insoumise a refusé d'imputer aujourd'hui au régime de Bachar al-Assad la responsabilité de l'attaque chimique. Il en a lui aussi appelé à l'application des conventions internationales :

Lors du débat mardi soir, Jean-Luc Mélenchon a défendu la dernière résolution du Conseil de sécurité : elle « *dit que c'est aux Syriens de décider de l'avenir de leur pays. (...) Il y aura des élections en Syrie et que c'est eux qui décideront* », a-t-il indiqué. Ce n'est pas la première fois qu'il en appelle à l'organisation d'un scrutin quand il est interrogé sur le sort à réserver à Bachar al-Assad.

Surtout, et c'est là sa grande différence avec François Fillon, le candidat de la France insoumise a répété sa lecture de la crise syrienne *via* les matières premières. « *Dans le front qui nous occupe, la Syrie, l'Irak, ce qui est en cause, ce sont les pipelines de pétrole et*

de gaz. Si la discussion est ouverte et si l'on met sur la table toutes les parties prenantes, on peut assécher le foyer de guerre. » Il a aussi appelé à « punir les complices », comme l'entreprise Lafarge, soupçonnée **d'avoir collaboré** avec l'État islamique. « Cette compagnie doit être ou bien réquisitionnée ou bien confisquée, mais une décision exemplaire doit être prise contre ceux qui complotent avec l'ennemi. »

Les positions de Mélenchon sur la Syrie **ne font pas l'unanimité à gauche**, y compris parmi ses partisans. Jeudi, Ensemble a publié un communiqué condamnant un « nouveau crime de guerre » commis par le régime syrien.

Les deux candidats d'extrême gauche, **Philippe Poutou** et **Nathalie Arthaud**, défendent, une fois de plus, des positions proches, conformes à la ligne d'internationalisme et de lutte anti-impérialiste revendiquée par leur courant politique, et qui pourrait se résumer par le slogan : « *Ni Assad, ni Daech.* »

Les partisans de Bachar al-Assad

D'autres candidats sont carrément de francs partisans de Bachar al-Assad. C'est évidemment le cas de **Marine Le Pen**. Lors de son voyage au Liban, en février, la candidate du Front national l'a redit, au nom de la lutte contre l'État islamique.

« *J'ai clairement exprimé que, dans le cadre de la politique du moindre mal, qui est une politique réaliste, il m'apparaissait que Bachar al-Assad était évidemment aujourd'hui une solution bien plus rassurante pour la France que l'État islamique, si celui-ci venait à prendre la tête de la Syrie comme il a pris en partie le pouvoir en Libye après la disparition de M. Kadhafi, avait alors expliqué Le Pen. Il m'apparaissait n'y avoir aucune solution viable et plausible en dehors de ce choix binaire qui est Bachar al-Assad d'un côté et l'État islamique de l'autre.* »

Le Pen assume aussi sa proximité avec la Russie de Vladimir Poutine qu'elle a récemment rencontré, alors qu'elle **a sollicité plusieurs prêts** auprès de banques russes pour financer sa campagne.

Nicolas Dupont-Aignan, quant à lui, **revendique** son « *complet accord avec la vision de la politique étrangère de François Fillon* ». Le candidat de Debout la France appelle « *à la confortation du président syrien qui est le seul président légitime en Syrie* », avant de se référer à la Seconde Guerre mondiale : « *Vous auriez été face à Hitler, vous auriez refusé Staline ?* » Son obsession, comme celle d'autres candidats pro-Bachar, est la lutte contre l'État islamique : « *Ce n'est pas Bachar al-Assad ni Poutine qui ont tué 230 personnes sur les trottoirs de Paris.* » Dupont-Aignan a également **proposé** d'envoyer les « *250 djihadistes de retour de Syrie* » sur les îles Kerguelen...

Mardi soir, lors du débat, un autre candidat a appelé à reprendre des relations diplomatiques avec le régime syrien : le député **Jean Lassalle**, qui s'était déjà distingué par **deux déplacements à Damas**. Lors de l'un d'eux, il avait rencontré Bachar al-Assad. Interrogé sur **Europe 1 mercredi**, Lassalle a refusé de condamner l'attaque de Khan Cheikhoun : « *Je ne suis pas juge à La Haye, je suis député* », a-t-il dit. Avant de remettre en cause la véracité des premiers témoignages : « *Moi j'ai vu tellement de choses dans ma vie. J'ai vu une atrocité absolument insoupçonnée en Roumanie, ça s'appelait Timisoara. J'avais envie de dégueuler. Et après j'ai appris que c'était une sombre mise en scène du KGB.* » Quelques minutes plus tôt, à propos de la question syrienne en général, le candidat avait déjà jugé avoir « *des doutes sur le récit qu'on m'a fait* ».

Ce discours est également repris par deux autres candidats, **François Asselineau** et **Jacques Cheminade**. Tous les deux dénoncent les « *mensonges* » de la communauté internationale sur la Syrie. Le chef de file de l'UPR a ainsi évoqué en décembre dernier, **à propos de la chute d'Alep**, une « *version qui a été imposée aux peuples occidentaux (...) dont les mensonges sautent désormais aux yeux* ». **En 2013 déjà**, Asselineau estimait que « *la France ne devrait pas déstabiliser le régime syrien* ».

Interrogé à plusieurs reprises sur l'attaque chimique de la Ghouta, il **rétorque** : « *D'où tenez-vous ces informations ? Vous croyez que les informations dont on dispose dans les grands médias français sont fiables sur ces questions ? Les régimes issus du parti Baas étaient des régimes laïcs, modernistes...* » Et quand un journaliste insiste en parlant de Bachar al-Assad comme d'un « *boucher* », Asselineau continue : « *C'est vous qui le dites ! Parce que qui n'entend qu'un son n'entend qu'une cloche. (...) Ce sont des régimes dictatoriaux, mais enfin il y en a d'autres.* »

« *Ce sont les mêmes médias qui nous disaient que Saddam Hussein disposaient d'armes de destruction massive* », **a également relativisé** Jacques Cheminade à propos de la situation syrienne. Selon lui, la crise a été provoquée par les puissances occidentales

pour « *punir* » Bachar al-Assad dont les efforts de « *modernisation* » du pays ont conduit à l'émergence d'une classe moyenne, et qui a refusé les projets de « *pipelines de gaz et de pétrole* ». « *Cela ne pouvait pas être toléré. Quand une classe moyenne apparaît, c'est "non" du point de vue du système atlantiste, de la City et de Wall Street* », explique le candidat à la présidentielle. Sans apporter la moindre preuve, Cheminade glisse : « *Nous vivons dans un monde d'enfumage.* »

Boite noire

Cet article reprend de larges extraits d'un autre papier publié jeudi soir, **rendu totalement obsolète** par l'intervention américaine dans la nuit de jeudi à vendredi.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.